

Unité départementale de l'Isère
17, boulevard Joseph Vallier
38100 GRENOBLE

Grenoble, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



COMMUNAUTE D'AGGLO DU PAYS VOIRONNAIS

Verts et Pré bontoux
38500 LA BUISSE

Références : 2022-T3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement COMMUNAUTE D'AGGLO DU PAYS VOIRONNAIS implanté Verts et Pré bontoux 38500 LA BUISSE. L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE D'AGGLO DU PAYS VOIRONNAIS
- Verts et Pré bontoux 38500 LA BUISSE
- Code AIOT dans GUN : 0010400560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, a créé le Site Écologique de la Buisse avec une usine de compostage de déchets verts, une plateforme de tri, une déchetterie et une ressourcerie. L'établissement est classé en autorisation.

Ce site de 12 hectares regroupe depuis 1974 les installations de valorisation et de transfert des déchets du Pays Voironnais gérées en régie (centre de tri des emballages, plate-forme de compostage des déchets verts, unité de compostage de la Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères, quai de transfert des Ordures Ménagères, déchetterie (la plus importante du territoire sur les 8 existantes).

Les activités classées pour le compostage du site sont réglementées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 septembre 1979 relatif au compostage (prescriptions supprimées) ;
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-11433 du 15 décembre 2008 relatif à la mise à jour des prescriptions de compostage et déchetterie;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-ENV 2015-12-20 actualisant le tableau des activités et maintenant des prescriptions techniques particulières de 2008.

Aucune modification n'est à prévoir. L'installation est dimensionnée pour les apports actuels (collectivités, particuliers) et a mis en place une production de broyage (3800t/an) cependant la tendance est le broyage sur place et la communauté de communes a préféré équiper les équipes des espaces verts de petits broyeurs mobiles. Un partenariat est établi depuis 2018 avec la "METRO"(agglomération de Grenoble) qui représente 50% de l'activité soit 180-200t/mois.

Le parc matériel est prévu d'être renouvelé en partie sur 2022 avec l'achat d'un nouveau broyeur et un chargeur.

Afin de sécuriser l'accès à la ressourcerie créé dernièrement, les accès vont être repensés. Notamment l'entrée du centre de compostage sera déplacée et arrivera à la hauteur du parking voiture actuelle dans un but de sécuriser le flux devenant trop important pour une seule entrée vers toutes les activités du site et créant ainsi un risque pour les particuliers occasionnels des lieux. Le projet est en attente de l'instruction Loi sur l'eau en cours du terrain voisin de la ressourcerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative actuelle
- la tracabilité de la matière au produit
- les rejets de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Volume d'activité du site	Arrêté Préfectoral du 20/12/2015, article 1.2.1	/	Sans objet
Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.3.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission déchets compostables	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2.7.2	/	Sans objet
Suivi des procédés	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2.7.3	/	Sans objet
Devenir matières traitées	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2.7.4	/	Sans objet
Rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des écarts à la réglementation applicable concernant la gestion administrative du site. Des actions de mise en conformité sont attendues sous 6 mois.

En préalable, un échéancier des engagements qui seront pris devra être transmis sous 15 jours par

l'exploitant à l'inspection des installations classées.

1/ L'inspection avait conclu le 24 février 2014 à la non soumission à la directive IED suite aux constats de l'exploitant dans son courrier du 10 juin 2013 avec une activité inférieure à 75t/j et l'absence de BREF approprié, et de conclusions MTD disponibles. La note interprétative de la nomenclature au sujet de la rubrique 2780 en date du 10 décembre 2020 (modifiant celle du 25 avril 2017) précise qu'une installation de compostage doit comptabiliser les supports carbonés, tout comme les structurants. La capacité de traitement quotidien est soumise au classement de la rubrique 3532 quand elle dépasse le seuil d'activité maximal de 75t/j non lissé sur une moyenne annuelle de traitement; classant l'établissement parmi ceux soumis à la directive IED. Cela aurait dû conduire à un dossier de mise en conformité avec la directive européenne et l'élaboration d'un rapport de base (états des sols) en application de l'article R515-82 du code de l'environnement.

Ce seuil étant largement dépassé sur certains jours en moyenne lissée. L'exploitant devra donc remettre un dossier de réexamen IED et un rapport de base ou non d'assujettissement ou diminuer son volume d'entrants pour être en deçà du classement de la directive IED.

2/ Les matières en suspensions présentent dans la lagune sont préjudiciables au rejet en station. Il a lieu d'épurer au maximum ce rejet soit à la source ou avec un traitement aval avant rejet à la station Aquantis.

Suite à l'incident de pollution de 2018, les investigations de l'exploitant étant terminées, il est précisé que les conclusions seront retranscrites dans un rapport ainsi que la mise en place des mesures de suivi prévues. Ce document sera envoyé à l'inspection comme défini lors du suivi de cette pollution.

L'exploitant précise que l'augmentation de capacité de la station d'épuration sera effective en 2024, de fait la surverse de la lagune au ruisseau sera stoppé pour éviter toute pollution du milieu receveur très vulnérable par des eaux chargées. Néanmoins ce rejet n'est pas possible sans autorisation sur la base d'une demande démontrant son acceptabilité par le milieu naturel.

Du fait des anomalies relevées, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'à défaut d'un plan d'action adaptés aux écarts relevés, une mise en demeure pourra être proposée à monsieur le préfet au terme du délai de 15 jours octroyé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Volume d'activité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, classement rubrique
Prescription contrôlée : Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. Rubrique de la nomenclature classement Volumes ou puissance des activités 2780-1-a A 76t/j 2780-2-b D 10t/j 2171 D 950m3 2260-2-b D 130kW
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les bilans entrants/ sortant 2020/2021 pour évaluer l'activité de l'année. Les produits n°30,31,32,34,35,88 ont été retenus pour les intrants de déchets verts comme précisé par l'exploitant. Il en résulte un volume brut moyen annuel de 19 801m3. Pour une semaine travaillée à 6 jours, avec un volume brut moyen journalier pour les mois les plus importants (août, septembre, octobre, novembre) ou l'écart moyen d'activité est compris entre : 32 et 95t/j en 2020 72 et 108t/j en 2021 Le seuil maximal de 75t/j est dépassé en volume moyen et donc plus facilement en pointe d'activité. Selon les nouvelles modalités de classement dans la nomenclature il est devenu soumis à la rubrique 3532 et à la directive IED avec l'obligation de remettre un rapport de base et un dossier de mise en conformité puis à chaque renouvellement du BREF relatif à son activité un dossier de réexamen. L'exploitant devra donc demander dans les plus brefs délais le bénéfice de l'antériorité pour cette rubrique 3532 et dans la foulée sous six mois fournir le rapport de base et le dossier de mise en conformité prévus par la directive IED et le code de l'environnement ou déclarer qu'il limitera sa capacité en dessous de 75t/j comme il l'a envisagé. Par ailleurs l'exploitant a déclaré ne pas prévoir pas de nouveau projet dans l'immédiat. Seul, dans le cadre de la ressourcerie les accès sont repensés et le parking sera remplacé par une aire de circulation plus sécuritaire. Le reste de la plateforme n'est pas impacté.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission déchets compostables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, registre d'admission
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : - la date de réception , l'identité du transporteur et les quantités reçues; -l'identité du producteur de déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante; -la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R 541-8 du Code de l'environnement; -la date prévisionnelle de fin de traitement , correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées. Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.
Constats : A la réception, la personne qui valide l'entrée ou la sortie indique sous système informatique, la date, l'immatriculation du véhicule, la provenance , le collecteur ou utilisateur et la pesée. En 2021, 17 000 pesées ont été comptabilisées. Ces données permettent un usage interne notamment de statistique et l'émission de la facturation. Sont concernées les professionnels, les camions de la communauté de communes et le flux extérieur (autres collectivités, particuliers) Aucun refus de déchets de végétaux n'est répertorié. Aucun problème sanitaire constaté sur ce territoire.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, registre de suivi
Prescription contrôlée : Document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre , les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document : -nature et origine des produits ou déchets constituant le lot; -mesures de température et d'humidité relevées au cours du process; -date de retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels dans andains. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.
Constats : Les lots de compost sont suivis par tableau informatique ou sont répertoriés les sondages de température et d'humidité lors des retournements dans les casiers, l'arrosage et la date de fin de maturation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Devenir matières traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, compost
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de sortie du compost normalisé et mentionnant : -La date d'enlèvement de chaque lot; -Les masses et caractéristiques correspondantes; -le ou les destinataires et les masses correspondantes. Les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis
Constats : L'accueil note les éléments nécessaires pour la sortie et la facturation du produit normalisé. Une fiche produit est établi pour chaque lot avec ses résultats d'analyses. Une analyse simple est effectuée par trimestre suite à un prélèvement par sondage du compost et deux analyses complètes reprenant les caractérisations agronomiques, oligos-éléments et éléments traces métalliques, composés traces organiques et inertes. Les dernières analyses complètes (lot 23/2020) liées à la fiche produit jointe au compost en vente ne présenteraient pas de non conformité. Un récapitulatif des acheteurs et la traçabilité des produits peuvent être sélectionnés par tri informatique
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la salubrité publique.
Constats : L'installation est équipée de tours pourvues d'un système de filtration de l'air par l'eau installées à l'arrière de chaque cellule. D'autre part le plancher de la cellule fait circuler l'air pour avoir une circulation active. Le produit broyé est humidifié pour obtenir une élévation de température plus rapide et le tas remouillé si nécessaire. Le bâtiment de maturation est ouvert sur l'extérieur sur un côté. L'odeur ressentie n'est pas forte le jour de la visite alors qu'une cellule a été retournée et une case vidée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épurations interne avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir après traitements appropriés. Les eaux sanitaires sont traités dans un système d'assainissement autonome avec filtre à sable. A échéance prévu au titre 8 les eaux sanitaires seront raccordées au collecteur rejoignant la station d'épuration d'Aquantis. Les eaux de voirie susceptible d'être polluées sont dirigées vers un débourbeur-déshuilleur avant d'être rejetées dans le Pirot. Les eaux de procédés transitent par la lagune avant d'être rejetées dans un collecteur rejoignant la station d'épuration d'Aquantis. Une partie des eaux de la lagune pourra être recyclée pour humidifier les andains de compostage.
Constats : Les eaux de procédés et de pluviales de la compostière rejoignent la lagune en direct. Elles sont chargées de compost qui flotte sur la lagune. Pour nettoyer ses matières en suspension, une barge de récupération pour extraire les débris végétaux est nécessaire sur une journée mais le résultat est moins probant que le curage du bassin qui a l'inconvénient de nécessiter plusieurs jours d'arrêt d'activité. L'usage principal est l'arrosage des tas broyés et en maturation. Le rejet à la station n'est pas effectif suite à un problème de pollution. Le débitmètre est à 0. Les investigations sont terminées, le rejet sera de nouveau efficient vers la station. Le tuyau de rejet direct au milieu naturel est bien visible au dessus du niveau de l'eau. Le niveau actuel ne permet pas de rejet dans le milieu naturel. Cependant aucune autorisation de rejet dans le "Pirot" n'est validée. Ce rejet est donc interdit et ne pourrait être autorisé que s'il fait l'objet d'une demande d'autorisation qui démontre l'acceptabilité par le milieu naturel.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet